

Francois Ecalle : "Multiplier les plans de soutien est absurde"

INTERVIEW // L'approche par secteur des plans de relance du gouvernement reflète davantage une organisation du travail plutôt qu'une vision économique structurée, estime l'expert en finances publiques Francois Ecalle.

Aéronautique, automobile, tourisme, petits commerces, culture, presse, start-up... Bercy distribue les plans de relance à un nombre croissant de secteurs professionnels. Au total, ce sont 460 milliards d'euros que l'Etat met sur la table pour [garder l'appareil productif sous perfusion](#), après le choc du confinement, selon le dernier projet de loi de finances rectificative. Une succession de dispositifs menés dans l'urgence, à la pertinence contestable, estime l'expert en finances publiques François Ecalle, dans [une note publiée le 1er juillet](#).

Challenges - Quel bilan dressez-vous des mesures d'urgence instaurées par le gouvernement au lendemain du confinement ?

François Ecalle - Les premières mesures, avec le [chômage partiel](#), le fonds de solidarité pour les entreprises (LIENS), les prêts garantis par l'Etat (PGE) et le report des charges et des cotisations sur les mois de mars, avril et mai sont des mesures simples et pertinentes.

Le tissu productif a été lourdement affecté par le confinement : il a causé une hausse de 80% des défaillances d'entreprises, par rapport à un monde sans crise, [comme le détaille une étude de l'OFCE](#). S'il n'y avait pas eu le dispositif de chômage partiel, le nombre d'entreprises défaillantes dûes au covid-19 aurait augmenté de 2020 de 3,2% à 4,5% (contre 1,8% en temps normal). De même, les reports de charge et les PGE ont fortement réduit, à court et moyen terme, les risques d'illiquidité et d'insolvabilité des entreprises.

LIRE AUSSI [Le gouvernement cède aux délices sans fin des fonds de soutien](#)

Mais par la suite, le gouvernement a multiplié les plans sectoriels : aéronautique, automobile, culture, petits commerces... au point de basculer dans l'absurde. Une de ses dernières trouvailles est un plan de soutien aux centres équestres, avec une aide de 120 euros par équidé dans la limite de 30 chevaux ! Le gouvernement est en train de créer une usine à gaz de plus en plus complexe, et dont la visibilité devient de plus en plus douteuse.

Que contestez-vous dans l'approche par secteur ?

Je conteste sa pertinence, et la notion de secteurs “stratégiques”. Pourquoi l’aéronautique plutôt que le luxe ? Pourquoi des aides par catégorie d’industrie, quand le seul critère justifiable est la chute du chiffre d’affaires sur une période donnée ? Au sein de ces secteurs, les situations des entreprises sont hétérogènes, entre celles qui ont été profondément affectées par la crise et d’autres moins.

LIRE AUSSI [La Cour des comptes alerte sur la maîtrise de la dette publique](#)

Par exemple, les hôtels dont la clientèle est principalement française ne sont pas du tout dans la même situation que ceux dont la clientèle est surtout étrangère. De même, une société de nettoyage travaillant principalement pour Airbus sera aussi affectée que son client principal par la crise, tandis qu’une autre société de nettoyage, travaillant par exemple pour Auchan, le sera moins. Multiplier les plans de sauvetage par secteur, ce n’est pas une vision économique. Cette démarche [reflète surtout l’organisation du monde du travail et des industries en lobbies](#).

A ce jour, 460 milliards d’euros sont mobilisés pour soutenir l’économie. Qu’y a-t-il dans ce chiffre ?

Des choux et des carottes ! Le gouvernement ne distingue pas les premières mesures générales, dont bénéficient les secteurs, des mesures spécifiquement sectorielles. Dedans, on y trouve de tout : garanties de prêts, indemnisations du chômage partiel ; annulations de charge, crédits de cotisation, apports en fonds propres et quasi fonds propres ; aides versées par des [fonds de solidarité sectoriels](#)... Selon [le dernier projet de loi de finances](#) rectificative, 57 milliards d’euros seront effectivement décaissés en 2020, et auront un impact sur les comptes publics. Et cela dans l’hypothèse où tous les reports de charges seront remboursés...

Quelle approche aurait-il fallu préférer ?

Il aurait été préférable de mettre en place [une mesure plus générale et plus simple](#), centrée sur les coûts fixes autres que les rémunérations. C’est ce que l’Allemagne a fait, en plus de [baisser la TVA](#). Certes, un tel dispositif serait trop favorable pour certaines entreprises et pas assez pour d’autres, mais à ce niveau, des effets indésirables sont inévitables.